



## **Déclaration du Collectif Intersexe Activiste - OII France sur les attaques transphobes actuelles**

**21 mai 2024**

Les attaques transphobes de ces dernières années, en France et à l'international, sont systématiquement marquées par l'intersexophobie. Dans les lois transphobes, des exceptions sont ajoutées pour autoriser les mutilations et modifications hormonales forcées des mineur·e·s intersexes. Dans les productions médiatiques, les personnalités transphobes tiennent un discours ouvertement pathologisant et stigmatisant sur les variations intersexes.

Les chirurgies de réassignation de genre avant la puberté existent bel et bien en France, mais pas pour des motifs de transidentité, pour des traits intersexes. Des enfants de moins de deux ans se voient retirer leur clitoris, construire un vagin, pour faire d'elles de "vraies petites filles", des petits garçons subissent de multiples interventions sur leur pénis pour uriner debout, et pouvoir à l'âge adulte pénétrer un vagin. Ces opérations sont dictées par une terreur transphobe du corps médical, qui cherche à éradiquer des traits intersexes qui pourraient selon eux favoriser une transidentité des enfants. Elles sont caractérisées par l'homophobie et la biphobie, les personnes intersexes bies ou homosexuelles étant considérées dans les dernières études médicales comme démontrant des "problèmes sexuels".

Comme les mineur·e·s trans, les mineur·es intersexes sont en proie à l'autorité médicale et parentale. Nous revendiquons le droit à l'autodétermination, le droit à disposer de nos corps, le droit à exprimer notre volonté libre et éclairée sur ce qui est fait ou non à nos corps, sur comment ils évoluent ou sont modifiés.

Les néo-réactionnaires prétendent vouloir protéger les enfants mais ne bougent pas le petit doigt pour les enfants réellement et massivement mutilé·e·s dans les hôpitaux publics français. Ne soyons pas dupes : les droits des enfants n'ont aucune importance pour eux. Ce qu'ils veulent, c'est le contrôle sur nos corps, et une société normative, hétéropatriarcale, avec des catégories de genre hermétiques et coercitives. Ce projet est absolument incompatible avec le féminisme.

Ce sont les mêmes forces politiques qui parlent de protéger les enfants et qui ont voté contre l'arrêt des mutilations intersexes en 2020. Ce sont les mêmes qui, en coulisses, reconnaissent que leur projet concerne tous les âges et vise à interdire toute transition de genre, et que se centrer sur les enfants n'est qu'une stratégie de communication. Ce sont les mêmes qui, dans les documents leakés de leurs agences de lobbying, recommandent d'interdire le mariage et l'adoption aux personnes intersexes car nous ne serions pas des vrai·e·s hommes et femmes.

Certains osent pourtant mentionner les personnes intersexes comme méritant davantage de compassion que les personnes trans, sous prétexte que nos situations seraient biologiques.

Nous dénonçons avec force les tentatives d'instrumentalisation des questions intersexes à des fins transphobes. Nous rappelons que les violences intersexophobes sont ancrées dans la logique de la binarité naturelle des sexes. Les traits intersexes ne sont un problème que pour une société LGBTphobe.

Enfin, il semble nécessaire de rappeler que de nombreuses personnes intersexes sont également trans. Nous appartenons pour une large part également à la communauté et au mouvement trans. Les droits des personnes trans sont aussi des droits pour les personnes intersexes. Nous luttons ensemble depuis plus de trente ans pour la liberté et l'autodétermination de tou·te·s et nous continuerons.